

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 21/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES Ets FOREZIENNE

7 rue Grangeneuve
BP 20048
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243 MEA 024 0300

Code AIOT : 0006101238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES Ets FOREZIENNE implanté LES ROCHAINS 42380 Périgneux. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan de Contrôle Pluriannuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES Ets FOREZIENNE
- LES ROCHAINS 42380 Périgneux
- Code AIOT : 0006101238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Eiffage GC INFRA LINEAIRES (Ets Forézienne) exploite une carrière de granite utilisé pour la voirie, plate-forme ou enrochement.

Cette carrière a été autorisée en dernier lieu par un arrêté préfectoral du 24/12/2014 pour une durée de 30 ans. L'autorisation porte sur une superficie de 8,8 ha et pour un rythme de production de 120 000 tonnes/an en moyenne et 150 000 tonnes/an au maximum.

L'exploitation a atteint la fin de la 2ème phase quinquennale.

Les garanties financières sont à jour avec une validité jusqu'au 24 décembre 2024. L'exploitant a initié le renouvellement de ces garanties financières.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 23.1	Prescriptions complémentaires	5 mois
5	GESTION DES EAUX	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 33.3.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PHASAGE	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 20	Sans objet
2	PLAN	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 12	Sans objet
4	REMISE EN ETAT	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 26	Sans objet
6	EMISSIONS DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 34.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le déroulement de l'exploitation est conforme aux conditions définies dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant doit toutefois fournir des éléments plus probants concernant le fonctionnement et le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de vérifier la conformité à l'arrêté préfectoral mais également aux dispositions prévues par le SAGE Loire en Rhône-Alpes. Par ailleurs, le massif exploité est un granite très faillé. Le front sommital présente des écaillures et des blocs instables. L'exploitant confirme que la mise en œuvre des tirs est délicate et peut générer quelques aléas, comme vu au niveau de la banquette situé à 860 m NGF qui n'est plus circulaire. Une étude géotechnique s'avère nécessaire afin de vérifier la stabilité de l'ensemble des fronts et de vérifier la bonne adéquation de la méthode d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PHASAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 20
Thème(s) : Autre, Phasage
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation (cf. plan de phasage détaillé) doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.
Constats : L'exploitation s'est poursuivie au sommet. Les 2 fronts entre 645 et le sommet de la carrière sont en position définitive. Le front entre 630 et 645 m NGF est presque en position définitive. En fin de phase 2, une plateforme devait être créée à 630 m NGF. Cette plateforme a déjà été tirée. En revanche, tous les matériaux sont encore en place à la côte inférieure (615 m NGF) et constitue donc une réserve importante à traiter. L'exploitation s'est poursuivie normalement, sans aggravation du retard de phasage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PLAN

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 12
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau, - les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,), - les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux, - les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction, • les zones de stockage <u>de déchets inertes issus d'apports extérieurs</u> . Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Territoriale de

la Loire. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les derniers plans d'exploitation reçus (années 2021 et 2023) présentent toutes les informations demandées à l'exception de l'indication des différentes zones (en exploitation, en cours de remise en état, remise en état, défrichées, décapées...)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <div> - Transmettre le plan d'exploitation de l'année 2022 (réalisé début 2023), - Transmettre dès réalisation le plan d'exploitation de l'année 2024, en tenant compte de l'observation ci-dessus. </div>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EXTRACTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 23.1
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs. Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 555 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 15 mètres en cours d'exploitation et à 8 mètres dans le cadre de la remise en état. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : Aucune évolution par rapport au constat de l'inspection précédente concernant la hauteur de fronts : les fronts nouvellement formés respectent la hauteur maximale de 15 mètres. Ce point sera vérifiés avec le prochain plan d'exploitation qui sera mis à jour en janvier 2025. En revanche la largeur de banquette de 8 mètres minimum n'est pas respectée pour la banquette à 660 m NGF. La largeur des autres banquettes sera vérifiée avec le prochain plan d'exploitation qui sera mis à jour en janvier 2025. L'exploitant indique que la banquette a été réduite suite à un tir de mine. En effet le massif est très fracturé, ce qui occasionne quelques aléas non maîtrisables lors des tirs. L'exploitant affirme que le front supérieur (entre 860 m et le sommet de la carrière) a été purgé; toutefois il présente des écailles et blocs instables.

L'article 11.6 de l'arrêté ministériel relatif aux exploitations de carrière prévoit que : " Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs."
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera réaliser une étude géotechnique de type G5 (cf. Norme NF P 94-500 de novembre 2013) par <u>un organisme compétent et indépendant</u> ayant pour objectif de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • analyser la stabilité des fronts, • vérifier l'absence de vulnérabilisation du massif amont • vérifier l'absence de risque d'éboulement avec effets externes au site • le cas échéant redéfinir une méthode d'exploitation adaptée • préciser les éventuelles mesures préventives à mettre en oeuvre (piège à cailloux, travaux de sécurisation,...). <p>Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 5 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : REMISE EN ETAT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 26
Thème(s) : Autre, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et doit être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation.</p> <p>L'exploitation progresse du haut vers le bas et d'est en ouest, en effectuant un réaménagement coordonné.</p> <p>La remise en état vise à aménager les fronts en lien avec le milieu environnant pour une vocation écologique.</p> <p>Le carreau sera remblayé à l'ouest avec des stériles de l'exploitation pour former une plateforme et présentera une zone humide à l'ouest.</p> <p>La plateforme technique située sur les parcelles 1141, 1142 et 1259 sera réaménagée (ensemencement, plantations).</p> <p>Le site est réaménagé conformément aux plans annexés au présent arrêté : « Plan d'état final réaménagé », « Plan d'aménagement et requalification du site » et « Profils de principe du projet réaménagé ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux fronts sommitaux sont en position définitive. Une recolonisation abondante du sommet a pu être constatée. Un début de végétalisation est observé à la côte 860. En revanche, peu de végétalisation observée à la côte 845.</p> <p>Une mare a été créée au nord-est (mare étanche).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Pour rappel, les accès à chaque banquettes doivent être maintenus; ils permettront notamment de permettre des aménagements et des opérations de végétalisations si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : GESTION DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 33.3.1								
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales								
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement sont récupérées sur le carreau de la carrière dans des bassins permettant leur stockage et leur utilisation pour les besoins de l'installation.</p> <p>Le volume global de rétention à maintenir sur la carrière respecte les données du tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Volume de rétention minimal</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dès le début de la phase 1</td> <td>1100 m³</td> </tr> <tr> <td>A partir de la phase 4</td> <td>1400 m³</td> </tr> <tr> <td>A partir de la phase 6</td> <td>880 m³</td> </tr> </tbody> </table> <p>Un contrôle tous les ans de la qualité des rejets sera réalisé à la charge de l'exploitant, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé. Les analyses porteront sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ph, • MEST, • DCO, • Hydrocarbures totaux. <p>Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>Un contrôle des IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) de la rivière « l'Ecolèze » est réalisé en amont et en aval du rejet de la carrière dans l'année qui suit la signature du présent arrêté. Un tel contrôle est renouvelé tous les 5 ans.</p> <p>Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		Volume de rétention minimal	Dès le début de la phase 1	1100 m ³	A partir de la phase 4	1400 m ³	A partir de la phase 6	880 m ³
	Volume de rétention minimal							
Dès le début de la phase 1	1100 m ³							
A partir de la phase 4	1400 m ³							
A partir de la phase 6	880 m ³							
<p>Constats :</p> <p>1/ Suite à la dernière inspection, l'exploitant avait transmis un levé topographique des bassins indiquant les volumes de chaque bassin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 60.27 m³ (bassin n°1) • 13715 m³ (bassin n°2) 								

- 902.28 m³ (bassin n°3)

Soit environ 1100 m³, comme prévu à l'article 33.3.1 de l'AP (le 3^e bassin a été agrandi pour atteindre 902 m³ en mars 2022).

Par courrier du 15/11/2018, l'exploitant avait transmis une note précisant les impluviums raccordés à chaque bassin et avait mis en évidence que le bassin n°2 (28 m³) était sous-dimensionné au regard du bassin versant collecté; cette note indiquait donc que le bassin serait agrandi pour atteindre 75 m³. Par ailleurs cette note indiquait un volume de 112 m³ pour le bassin n°1.

Pour rappel le règlement du SAGE Loire en Rhône-Alpes, s'appliquant à la commune de Périgneux, impose un débit de fuite maximale de 15 l/s/ha pour une pluie d'occurrence décennale.

Le relevé topo des bassins transmis suite à la dernière inspection indique finalement des volumes différents pour les bassins n°1 et 2. Le bassin n°1 aurait un volume presque deux fois inférieur ne garantissant donc plus son efficacité.

2/ L'exploitant indique que l'eau des bassins s'infiltrent et qu'il n'y a aucun rejet à l'extérieur du site. Toutefois, comme évoqué lors de la dernière inspection, un prélèvement a été réalisé dans le bassin n°1 en juin 2022 (résultats conformes aux valeurs limites). L'année 2023 n'a fait l'objet d'aucune mesure et un prélèvement a été réalisé en 2024 (résultats encore non connus).

3/ L'IBGN réalisé en 2022 a permis de montrer une amélioration de la qualité hydrobiologique en aval (Ecolèze) de la carrière avec une note de 16 (état biologique bon), note identique à l'amont sur le ruisseau de Cohérette et note un peu dégradée de 14 (état biologique moyen) à l'amont sur l'Ecolèze.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier la capacité de chaque bassin à retenir, sans débordement, une pluie d'occurrence décennale. Le cas échéant, prévoir un exutoire permettant de respecter un débit de fuite de 15 l/s/ha.

La réponse doit être justifiée par une note de calcul du dimensionnement des bassins au regard de l'impluvium et du règlement du SAGE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : EMISSIONS DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 34.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi

Prescription contrôlée :

Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.

Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées en période sèche, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié. Les prélèvements et mesures sont effectués selon les normes en vigueur.

Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les 3 ans. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a été en mesure de fournir les résultats d'une campagne de mesures qui s'est déroulée du 21/03 au 17/04/2024.

Les résultats sont bien inférieurs à ceux de la campagne de 2018 et de 2022 avec notamment 116 mg/m²/jour à l'entrée du site contre 638 et 785 mg/m²/jour au même endroit respectivement en 2018 et en 2022.

Les 3 points mesurés sont tous inférieurs à la valeur de référence de 200 mg/m²/jour (norme TA LUFT définissant un empoussiérage faible).

A noter toutefois que la campagne de 2024 s'est déroulée à une période plus humide que celle de 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour une meilleure représentativité des résultats, prévoir les campagnes de mesures en période sèche (période estivale).

Type de suites proposées : Sans suite